



## SAFAC-J

Syndicat Anti-Fraude, Anti-Corruption, Justice  
Service Anti-Fraude, Anti-Corruption, Justice  
Syndicat des Assurés Sociaux à l'Échelon National Européen et international  
Région Nièvre   
Adresse : 11 rue de Paris – 58440 La Celle sur Loire  
Mail : [safac.j58@gmail.com](mailto:safac.j58@gmail.com)  
RGM n° 01/08/2024  
RGP n° 24/13 Parquet de Blois (41)  
Sceau déposé à l'IPNN n° 25 5132138 - Service Juridique n° 45  
Parquet d'Aix-en-Provence service civil n° 25/00031

### Membres fondateurs, juristes officiels RGP n° 25 000101

- SAFAC-J sceau déposé à l'IPNN n° 25 5132138
- VCB sceau déposé à l'IPNN n° 24 5093460

*Le Syndicat SAFAC-J veille au respect du Droit et des Lois françaises, de leurs conformités avec la Constitution, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et de la loi internationale.*

*Il veille au respect de la Loi et de l'application du Droit Français.*

### TRIBUNAL JUDICIAIRE

3 rue Saint-Jacques  
28000 Chartres  
A l'attention de **Mme Estelle Jond-Necand**  
*Présidente du Tribunal*

Références de Constitution de partie civile **Chartes**

**N° Parquet 24355000003**

Identifiant justice : **2404805807F**

### PAR REMISE EN MAIN PROPRE PAR MANDATAIRE

*ET*

### RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ RÉCEPTION N° 1A 211 334 4265 9

## Constitution de Partie Civile Tribunal Judiciaire de Chartres

*Suivant l'article 85 et suivants du Code de procédure pénale et*

*Suivant les principes constitutionnels issus de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC) de 1789.*

Objet :

Dépôt de plainte avec Constitution de partie civile à l'encontre d'EDF SA,

Paraphe

VS

**Personnes dont la responsabilité est engagée :**

- **Bernard Fontana**, Président directeur général d'**EDF SA**,
- **Sabine Le Gac Florian**, directrice juridique d'**EDF SA**,

Nous soussignés, **Valérie Simon**, agissant en qualité de Présidente du syndicat Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice du **groupe SAFAC-J** pour la Nièvre, 11 rue de Paris 58440 La Celle sur Loire, pour la défense des intérêts de ses membres,

Vous invite à prendre connaissance qu'une nouvelle constitution de partie civile déposée en date du **19 juin 2025** devant le **Tribunal Judiciaire de Chartres** (**dont copie par remise en main propre vous a été communiquée le 5 juin 2025**) pour diffamation et autre, en soutien à l'action menée par les syndicats Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice du groupe **SAFAC-J**, ainsi que les associations plaignantes, au nom de la souveraineté populaire bafouée.

**OBJET DE LA CONSTITUTION**

- **Atteintes graves aux droits fondamentaux,**
- **Abus d'autorité,**
- **Abus de confiance,**
- **Abus de faiblesse,**
- **Corruption institutionnelle,**
- **Non-assistance à peuple en danger,**
- **Entrave au droit d'accès à la justice,**
- **Collusion entre pouvoir exécutif et judiciaire,**
- **Gestion mafieuse de l'État républicain.**

**RAPPEL DES FAITS**

1. **Erreurs sur factures non régularisées,**
2. **Racket présumé**, via l'obligation de règlement d'une facture sur base estimative alors que des provisions suffisantes étaient déjà versées par prélèvements,
3. **Prélèvement de taxe TCFE**, alors que celle-ci est abrogée depuis le **1<sup>er</sup> janvier 2023**,
4. **Dol contractuel, par modification unilatérale et augmentation de 300% au regard du contrat initial, sans consentement éclairé,**
5. **Abus de confiance sur contrat initial n° 12515 423 710 515 089,**
6. **Imposition forcée du compteur Linky**, par l'entité **ENEDIS SA** fondée en **2008**, et de fait **non contractante** à la signature du contrat initial,
7. **Abus de pouvoir par menaces de suspension de fourniture d'électricité**, en violation du droit fondamental à un niveau de vie décent,
8. **Prise de connaissance frauduleuse**, par lecture puis renvoi de courrier mentionné « inconnu à l'adresse » par violation de la correspondance privée,
9. **Non-respect de la procédure de réception des courriers recommandés**, avec retour des accusés réception non signés par **EDF SA**,
10. **Non considération** de l'Ordonnance n° **SMJS-ORD-EDF-20 25000101 004** validée par la Cour d'appel de Bourges le **17 avril 2025**,

- 11. Harcèlement psychologique**, par l'envoi répété de courriers menaçants et pressions abusives, causant un stress et une détresse émotionnelle persistante, contraire à la dignité humaine,
- 12. Production abusive de factures sur base estimative**, en violation du principe de la facturation sur consommation réelle,

#### **A l'encontre du groupe SAFAC-J**

**Mépris d'une mise sous administration judiciaire**, incluant :

- 1. L'ignorance de la Requête et de l'Ordonnance**, validées le **25 novembre 2024** par la **Cour d'Appel de Versailles**,
- 2. L'ignorance du Titre exécutoire** déposé par le groupe **SAFAC-J** et validé par **les Cours d'appel de Versailles, Dijon et Aix-en-Provence** en date du **20 février 2025**,
- 3. L'ignorance de la sommation interpellative**, en date du **22 novembre 2024**, désignant **Sabine le Gac Florian**, directrice juridique, comme **personne physique responsable de la personne morale EDF SA**,
- 4. L'ignorance des significations nominatives de mise sous administration judiciaire** par le syndicat Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice du **groupe SAFAC-J**, en date du **12 décembre 2024**,
- 5. Des allégations mensongères**, portant atteinte à sa légitimité par des accusations infondées d'usurpation de fonction et usage de faux portées à l'encontre du **syndicat Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice du groupe SAFAC-J** et de son Procureur général, **Pascal Cardoso-Gastao**,
- 6. Le refus de transmission par EDF SA d'une plainte déposée le 16 avril 2025**, constituant **une entrave à la justice**,
- 7. L'usage d'avocats non habilités à agir**, émettant **des menaces hors cadre légal**.

#### **FONDEMENTS JURIDIQUES**

La présente plainte et constitution de partie civile repose sur les fondements suivants :

- **Article 71-1 de la Constitution de 1958**,
- **Article 85 du Code de procédure pénale** : droit à se constituer partie civile devant le doyen des juges d'instruction,
- **Articles L111-1, L212-1, L224-6, L224-10** du code de la consommation,
- **Articles 121-7, 132-71, 223-15-2, 223-6, 226-10, 226-15, 312-1, 313-1, 314-1, 314-1-1, 314-2, 432-1, 432-11, 433-12, 433-17, 434-4, 441-1, 441-4, 450-1** du Code pénal,
- **Articles 2, 6, 9, 1103, 1104, 1128, 1134, 1137, 1217, 1219, 1240, 1353, 1367, 1602**, du code civil,
- **Articles 32, 32-1, 88, 808, 809** du code de procédure civile,
- **Loi n° 46-628 du 8 avril 1946**, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- **Rapport public annuel 2019** de la Cour des comptes sur la politique salariale **EDF SA**,
- **Articles 6, 9 du Préambule de la Constitution de 1946**,
- **Articles L622-1, L811-1** du code du commerce
- **Articles L2131-1, L2132-3** du code du travail,
- Principes constitutionnels issus de la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC)**, notamment :
  - **Article 1er** : Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits,

- **Article 2** : Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, parmi lesquels la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression,
- **Article 5** : la loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas,
- **Article 6** : La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation,
- **Article 16** : Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution,
- **Article 25** : Droit à un niveau de vie suffisant et conditions de vie dignes.

#### **Jurisprudence sur la constitution de partie civile**

- **Cass. crim., 6 novembre 2002, n° 02-81.057** : admet la recevabilité d'une constitution de partie civile dès lors que le préjudice est personnel, direct et certain.
- **Cass. crim., 18 mars 2003, n° 02-84.115** : rappelle que l'entrave à l'accès à un juge constitue une atteinte aux droits fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'homme.
- **Cass. crim., 20 février 2008, n° 07-83.106** : confirme que toute personne justifiant d'un intérêt peut agir à titre individuel ou collectif, même en dehors de la victime directe.
- **Cass. crim., 15 février 2011, n° 10-84.620** : admet la constitution de partie civile d'une association pour un intérêt collectif en matière de lutte contre la corruption.
- **Tribunal judiciaire de Paris, 5 avril 2021** : réaffirme le rôle du juge judiciaire comme garant des libertés individuelles contre les abus administratifs.
- **CE, 11 mai 2004, Association AC !** : admet la modulation des effets d'une décision pour préserver l'ordre public et l'intérêt général, ouvrant la voie à des actions correctrices postérieures.

Nous transmettons aux deux procédures de constitution de partie civile ouvertes auprès de la Cour d'appel de Versailles et au tribunal judiciaire de Chartres une nouvelle demande d'information judiciaire sur faits précités et auprès de la Magistrature des Juges du siège, seule autorité compétente sur le territoire national.

Cette action vise à garantir le respect de l'État de droit, de la dignité humaine et de la séparation des pouvoirs dans un contexte où l'administration judiciaire est censée protéger les plus vulnérables, notamment en période de mise sous administration judiciaire, conformément au Droit et à la loi.

**Fait à La Celle, le 17 août 2025**

**Pour faire valoir ce que de droit**

**SOUS TOUTES RESERVES**

**DOCUMENT ETABLIS SUR 5 PAGES**

**Signé par :**

**Valérie Simon**

694A1EDDD69F420...  
**Valérie Simon**

Juriste officielle du Groupe **SAFAC-J**

**Présidente région Nièvre**

Service Anti-Fraude, Anti-Corruption-Justice



Pièces jointes à l'appui des faits dénoncés (numérotées de 1 à 26) détaillées comme suit :

1. RAR **1A 212 104 3159 0** du **17 juin 2024** à l'attention du service client **EDF SA**,
2. Réponse apportée par **EDF SA** à RAR du 17 juin 2024,
3. RAR **1A 209 064 5788 3** du **31 août 2024** à l'attention de **Sandrine Duchange**, service client,
4. Mails relance adressés à **Sandrine Duchange** sur silence observé par **EDF** sur RAR pièce 1,
5. Mail transmission **Requête et Ordonnance** en date du **17 décembre 2024**,
6. Mail **Sandrine Duchange** sur non considération du RAR **1A 209 064 5788 3** du **31 août 2024**,
7. RAR **1A 212 104 3180 4**, à l'attention de **Sabine Le Gac Florian** sur litiges non résolus,
8. Courrier **S. Duchange** du 24 octobre 2024, en réponse à réclamations,
9. **Sommation interpellative** par **RAR 1A 209 681 6115 5** à l'attention de **Sabine le Gac Florian** et RAR **1A 209 681 6116 2**, à l'attention de **Luc Rémont**, PDG d'**EDF SA**,
10. RAR **1A 213 033 7360 8**, à l'attention de **Sabine Le Gac Florian**, transmission **Requête et Ordonnance** en date du **29 novembre 2024**,
11. RAR **1A 209 681 6127 8** à l'attention de **Sabine Le Gac Florian**, transmission 2 significations nominatives de mise sous administrateur judiciaire du **groupe SAFAC-J**,
12. Réponse à sommation interpellative, en date du **16 décembre 2024** et **allégations mensongères** à l'encontre du **groupe SAFAC-J**,
13. RAR **1A 217 724 1414 7** en date du **8 janvier 2025**, adressé à **Laure Watelet**, responsable régionale, en réponse à son courrier du **16 décembre 2024**,
14. RAR **1A 210 528 9279 5**, mise en demeure **EDF SA** en date du **29 janvier 2025**, par l'intermédiaire de **Benjamin Grundler de VGA Avocats**,
15. RAR **1A 217 724 1413 0**, en date du **9 février 2025**, en réponse à **RAR VGA Avocats** du 29 janvier 2025, copie **Sabine Le Gac Florian** par RAR **1A 217 724 1401 7**,
16. RAR **1A 209 681 6192 6**, en date du **24 février 2025**, pour transmission **Titre exécutoire**, à l'attention de **Sabine Le Gac Florian**,
17. RAR **1A 209 681 6194 0** adressé à **Philippe Wahl**, PDG **La Poste SA** sur manœuvres frauduleuses perpétrées sur RAR **1A 217 724 1401 7** adressé à **Sabine Le Gac Florian**, directrice juridique **EDF SA**,
18. RAR **1A 217 724 1459 8** adressé à **Bernard Fontana** PDG **EDF SA** sur manœuvres frauduleuses perpétrées sur RAR **1A 217 724 1401 7** adressé à **Sabine Le Gac Florian** le **9 février 2025**,
19. Ordonnance SMJS/ORD-EDF/20 25000101/004, validée par la **Cour d'appel de Bourges** en date du **17 avril 2025**, à l'attention de **Bernard Fontana**, PDG **EDF SA**,
20. Notification de dépôt de plainte **EDF SA** par **VAG Avocats**, sur envoi de courriers « **fallacieux et mensongers** » de la part du **SAFAC-J**, par RAR **1A 217 211 6924 1** en date du **16 mai 2025**,
21. RAR **1A 217 724 1433 8**, en réponse à **VGA Avocats** sur **dépôt de plainte d'EDF SA** à l'encontre du **groupe SAFAC-J**,
22. RAR **1A 217 724 1432 1** adressé à **Bernard Fontana**, PDG **EDF SA** sur **RAR dépôt de plainte communiqué par VGA Avocats**,
23. RAR **1A 211 334 4259 8** pour **demande de communication de la plainte déposée par EDF SA + Constitution de partie civile – évaluation du préjudice + légitimité du groupe SAFAC-J**, adressé à **Laure Watelet**, responsable régionale, en date du **7 juillet 2025**, copie **Bernard Fontana** par RAR **1A 211 334 4260 4** en date du **7 juillet 2025**,
24. Contestation par **EDF SA** de la qualité d'administrateur judiciaire du **Peuple Souverain** du **groupe SAFAC-J**,
25. **Factures estimatives réceptionnées, en violation des textes en vigueur**,
26. **Lettres de relance sur factures estimatives, en violation des textes en vigueur**

Paraphe  
VS